



F.S.U. Réunion

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Pour La Réunion, des services publics forts !

Près de 180 000 chômeurs, 42% de la population sous le seuil de pauvreté, 116 000 illettrés, 1/3 des jeunes qui quittent le système éducatif sans diplôme contre 1/5 en France hexagonale, mal-logement, vie chère, bas salaires, petites retraites, ... tels sont les maux de notre département depuis trop longtemps.

Le rôle des services publics est d'offrir un égal accès à l'éducation, la justice, l'accompagnement vers l'emploi, le logement, la santé, la culture, le transport, la communication,... dans un contexte politique ultra-libéral qui accentue les inégalités dans l'ensemble des territoires et particulièrement à La Réunion. Ils contribuent aussi à la baisse du chômage avec plus de 85000 salariés, soit 1/3 des emplois de notre île.

La loi de "transformation" de la Fonction Publique signe la fin de l'accès à un emploi stable, la généralisation des contrats précaires et la privatisation de services. Cette politique continue d'accentuer le déficit de tous les services publics. Cela fragilise d'autant plus les structures permettant de compenser les inégalités sociales, creusant encore plus la mise à l'écart d'une partie de la population de notre île.

C'est donc un outil de cohésion sociale durement malmené par cette loi ainsi que par les successions de réformes, suppressions de postes, fusion de services, disparition de structures et un taux élevé d'emplois précaires en particulier dans la Territoriale (80% des agents!) là où il faudrait pour tous une carrière complète et des perspectives d'avancement pour espérer une rémunération et une retraite décentes.

Mais le manque de moyens humains ne permet plus de remplir ce rôle d'amortisseur social. Les chiffres de l'INSEE sont clairs: le taux d'administration à La Réunion (nombre d'agents pour 1000 habitants) est le plus bas de tous les DOM.

Tous les secteurs sont en difficulté: santé, éducation, emploi, justice, services fiscaux,... mais le gouvernement persiste à imposer une politique qui tourne le dos au progrès social.

Prôner, par exemple, le tout numérique pour les démarches fiscales dans une île marquée par un fort taux d'illettrisme est aussi préjudiciable que de fermer une maternité, un tribunal ou une école. Cela prive ceux qui en ont le plus besoin d'un accès simple à des besoins essentiels et aggrave les inégalités déjà fortes.

L'idéal républicain et la justice sociale voudraient que notre île bénéficie d'une couverture renforcée en services et emplois publics pour compenser les inégalités structurelles qui produisent chômage et précarité élevés.

LA FONCTION PUBLIQUE EST NÉE POUR SERVIR,

CETTE LOI VA LA DÉTRUIRE.

**DITES NON À LA LOI
DE TRANSFORMATION
DE LA FONCTION PUBLIQUE !**



C'est pourquoi la FSU appelle à la mobilisation jeudi 24 octobre contre les mesures anti-sociales du gouvernement et pour exiger une politique de renforcement des services publics à La Réunion.

**120 000
EMPLOIS
SUPPRIMÉS
SANS NUIRE À
LA QUALITÉ DU
SERVICE PUBLIC ?**



Ça ne serait pas du pipeau ?

**Et vous croyez qu'on va
avaler ces sornettes ?**

*Découvrez ce que fait la FSU
pour défendre l'emploi
des fonctionnaires*

En voir + sur www.fsu.fr



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN